→ Cérémonie chrétienne du "Feu sacré" à l'église du Saint-Sépulcre de Jérusalem.
Photo Miriam Alster/Flash90/RÉA

A la une



FINI LA COMMUNION
"Il n'y a plus de religion", titrait **Left Avvenimenti** dans son édition du 19 mars. D'après l'hebdomadaire italien de gauche, la crise de l'Eglise catholique qu'a révélée la démission du pape Benoît XVI est globale. *"Divisées de l'intérieur, incapables de répondre aux exigences des fidèles, toutes les Eglises chrétiennes se déchirent sur les thèmes éthiques."* Pour le magazine, c'est le concept même d'œcuménisme qui est en jeu. Tiraillées par des mouvements, les Eglises chrétiennes n'ont plus qu'un seul point commun : la crise qui les secoue.

LES DÉPUTÉS ET LE SACRÉ

Une universitaire autrichienne explique le rapport des élus européens avec la religion.

—Der Standard *(extraits) Vienne*

DER STANDARD **Dans le cadre d'un projet de recherche intitulé "La religion au Parlement européen", vous posez une question brûlante : quels rapports les députés européens entretiennent-ils avec la religion ?**
JULIA MOURÃO PERMOSER La plupart des élus reconnaissent que la religion joue un rôle au Parlement, essentiellement comme réalité sociale et politique, mais aussi comme source d'inspiration personnelle. Plus de 80 % d'entre eux estiment que la religion ne pèse pas le même poids selon les nationalités. Si les recherches sur la formation de la volonté politique et les attitudes de vote au Parlement européen révèlent que les facteurs politiques pèsent plus que la nationalité, la conception des rapports Eglise-Etat propre à chaque pays joue un rôle important dans les questions relatives à la religion. Notamment parce que, dans de nombreux pays européens, l'émergence de l'Etat-nation moderne et la définition de l'identité nationale sont très étroitement liées à la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Sous quelle forme l'influence de la religion se manifeste-t-elle ? Sachant qu'elle n'est pas assez forte pour que Dieu ait fait son apparition dans la Constitution européenne...

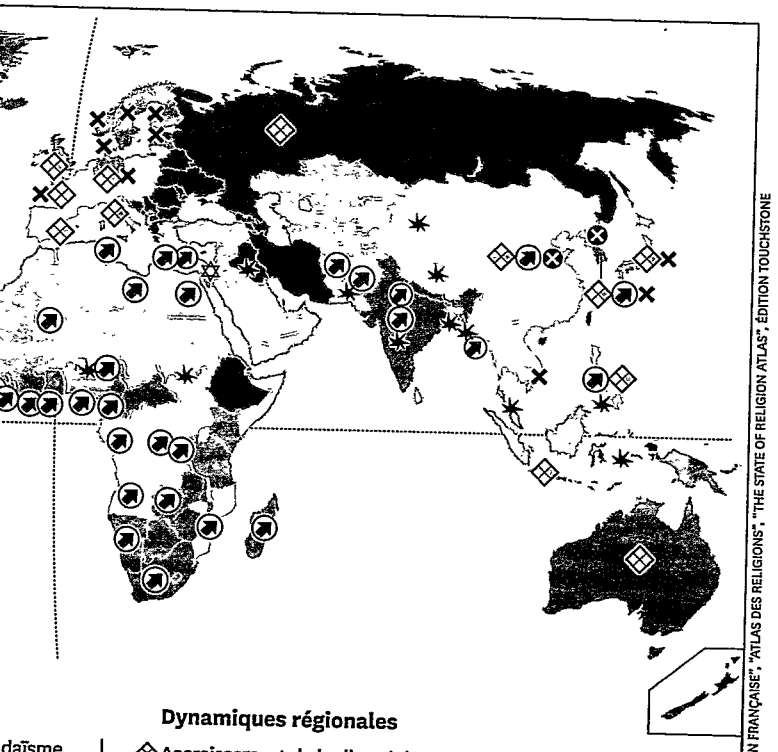
On la trouve d'abord dans le domaine de la lutte contre la discrimination, puis dans celui de la politique sociale. Beaucoup déclarent que la religion joue surtout un rôle dans les questions d'ordre moral, par exemple dans le débat sur l'avortement, le financement de la recherche sur les embryons, etc. Une très large majorité, qui s'élève même à 77 % chez les députés autrichiens, reconnaît que la religion a une influence sur l'accueil réservé à la candidature de la Turquie au Parlement européen. Ce qui semble confirmer deux choses : l'importance de la question de la protection des minorités pour les députés et l'existence d'un lien sous-jacent entre religion et identité en Europe. La religion des "autres" sert de catalyseur, si ce n'est d'exutoire, pour exprimer ce lien. Même si les controverses sur le préambule de la Constitution montrent que les tensions sont également liées à l'image que chacun a de soi.

A l'occasion du Congrès "Repenser l'Europe avec (ou sans) la religion", vous avez donné une conférence à l'université de Vienne. La balance penche-t-elle actuellement vers une Europe "avec" ou "sans" religion ?
La religion est une réalité politique et sociale qui s'impose d'elle-même. La question serait plutôt de savoir quand et comment.

Le philosophe canadien Charles Taylor parle d'*"ère séculière"*, Jürgen Habermas de *"civilisation postséculière"*. Il souligne l'importance de la religion, capable de créer de la solidarité face au capitalisme mondial. Quelle analyse a vos faveurs ?
Je pense que ces thèses ne sont pas contradictoires. Charles Taylor voit dans notre époque une *"ère séculière"* parce qu'elle est marquée par le pluralisme. La religion n'est ni politique, ni socialement déterminante pour la participation à la vie politique. La société *"postséculière"* de Jürgen Habermas désigne une société qui est certes laïque, mais qui tient compte de l'importance persistante de la religion. Il s'intéresse également à la manière dont une société peut gérer un pluralisme croissant – à la fois religieux, culturel, ethnique et politique –, où tous les citoyens, qu'ils soient croyants ou non, et de quelque confession que ce soit, soient pris en considération et pleinement reconnus. Je crois que c'est là, en réalité, le défi majeur de notre temps – aménager la sphère publique de sorte qu'elle accueille tout le monde avec les mêmes égards, sans que les gens soient obligés de renoncer à des aspects déterminants de leur identité ou de les circonscrire à la sphère privée, mais aussi sans qu'ils imposent aux autres leur conception particulariste de la façon dont une vie doit être menée. Autrement dit : les citoyens et la classe politique doivent partir du principe que nous vivons dans une société plurielle et qui le sera de plus en plus, que c'est une bonne chose – et qu'ils doivent aussi agir en conséquence.

—Propos recueillis par Lisa Nimmervoll

...s le monde



D'APRÈS "ATLAS DES RELIGIONS", "THE STATE OF RELIGION ATLAS", ÉDITION TOUCHSTONE

SUR NOTRE SITE